



Le panafricanisme

Le panafricanisme est un mouvement et une idéologie politiques qui promeut l'indépendance totale du continent africain et encourage la pratique de la solidarité entre les Africains et les personnes d'ascendance africaine¹, où qu'ils soient dans le monde, indépendamment de leurs origines ethniques, leurs appartenances religieuses, ou leurs apparences physiques. Le panafricanisme est à la fois une vision sociale, économique, culturelle et politique d'émancipation des Africains et un mouvement qui vise à unifier les Africains du continent et de la diaspora africaine en une communauté africaine mondiale². Le cœur de son principe consiste en la certitude que les peuples d'Afrique et de la diaspora partagent une histoire et une destinée commune et que leur progrès social, économique et politique est lié à leur unité. Son objectif ultime est la réalisation d'une organisation politique intégrée de toutes les nations et peuples d'Afrique.

Quelques exemples d'hommes politique panafricanistes



Mouammar Kadhafi est arrivé au pouvoir grâce à un coup d'État qu'il a mené avec ses compagnons d'armes. Il a dirigé la Libye de 1969 jusqu'à son assassinat et son renversement en 2011 et est une figure connue pour son ferme soutien au panarabisme et au panafricanisme. Il a promu la coopération et l'unité entre les nations arabes et africaines, préconisant d'abord un monde arabe uni, puis une Afrique unie. Il a également promu une forme de théorie proche du socialisme connue sous le nom de « Troisième théorie internationale », qui mettait l'accent sur la démocratie directe et le contrôle décentralisé des ressources locales. Le plus grand souvenir qui reste de Kadhafi est celui d'un leader qui a donné sa vie pour jeter les bases solides d'une Afrique forte.



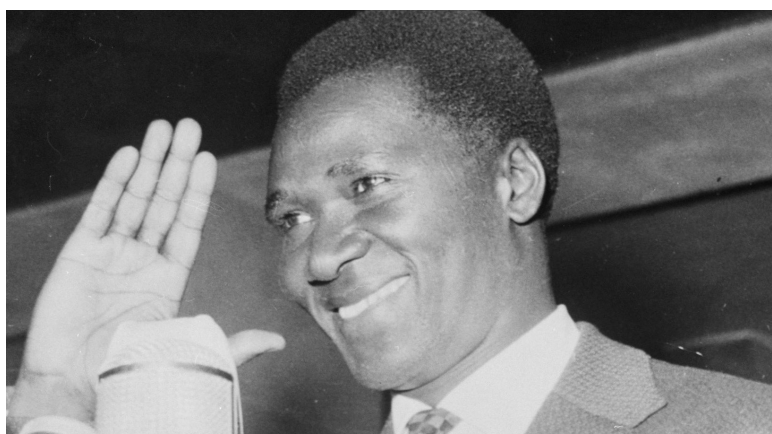
L'histoire du panafricanisme

Le premier congrès panafricain s'est tenu à Londres en Juillet 1900, à l'initiative de Henry Sylvester Williams, avocat de Trinité et conseiller aux Indigenises (actuel Ghana). De 1900 à 1950, le mouvement panafricain a défendu les causes des peuples africains contre l'esclavage, la discrimination raciale, la conquête coloniale et la domination. Les écrits et les actions des leaders de cette première phase du mouvement panafricain continuent d'inspirer nos luttes actuelles. C'est le cas de Williams Du Bois, Marcus Garvey, Edward W. Blyden, PK Seme, Georges Padmore et Kwame Nkrumah. La deuxième source historique du mouvement progressiste africain est représentée par les grandes coalitions anticoloniales, qui ont mené des luttes contre la domination impérialiste et l'exploitation dans les différentes colonies, pour l'émancipation et l'indépendance nationale. Ces coalitions nationales étaient des larges alliances entre les partis politiques progressistes de l'époque, les mouvements ouvriers, les jeunes, les femmes, les paysans et les autres organisations de masse inspirées par les valeurs progressistes de libération nationale, de démocratie et de la transformation qualitative des relations sociales en Afrique. Dès les débuts du panafricanisme, ce mouvement a bénéficié de l'appui de certaines figures de proue des sociétés occidentales qui se recrutaient parmi les abolitionnistes, certains philosophes antiracistes et des chefs religieux. La montée du mouvement ouvrier et en particulier de l'Internationale Socialiste, le Mouvement Communiste Mondial et les militants des droits de l'homme, a, sous diverses formes et dimensions, apporté du soutien et de la solidarité aux mouvements de libération de l'Afrique contre le colonialisme et l'apartheid. D'autre part, le mouvement progressiste africain a davantage fait la promotion de sa propre cause en développant des liens avec le mouvement progressiste en Asie et en Amérique latine. Les dynamiques de Bandung au sein desquelles les dirigeants progressistes africains tels que Gamal Abdel Nasser, Kwame Nkrumah, Modibo Keita, Jomo Kenyatta, Odinga Odinga, Julius Nyerere, Sekou Touré, etc., ont joué un rôle décisif avec leurs homologues asiatiques, ont accéléré la décolonisation de l'Afrique. Ainsi, à travers le Panafricanisme et les diverses luttes anticoloniales, le mouvement progressiste africain a atteint son principal objectif qui visait à renverser la cause de l'histoire jusque-là marquée par l'initiative des puissances coloniales. Selon les mots de Kwame Nkrumah, le royaume politique a été demandé et a gagné. Vers le milieu des années 1960 la plupart des pays, à l'exception des colonies portugaises et des forteresses racistes, ont obtenu leur souveraineté. Le rêve des leaders panafricains semblait alors être atteint, avec la création de l'OUA en mai 1963, et la création du Comité de Libération à Dar Es Salam (Tanzanie) qui s'en est suivie.



Sékou Touré

Si tout chef historique de la stature du disparu suscite inévitablement des controverses et donne lieu à des interprétations contradictoires, rarement dirigeant africain aura, comme Sékou Touré, déchaîné autant de passions extrêmes. Cela tient sans doute à la fois à des raisons historiques, à l'ambiguïté du personnage et à sa stature charismatique. Ou il fascinait les foules et ses amis, qui ne retenaient de lui que le combattant farouche de l'indépendance guinéenne et le panafricaniste visionnaire. De 1965 à 1975, il rompt toutes ses relations avec la France, ancienne puissance coloniale. Les frictions entre la France et la Guinée sont fréquentes. Aux tentatives de renversement du président guinéen, dont il accuse les autorités françaises, la Côte-d'Ivoire ou le Sénégal d'être l'auteur¹⁶, Sékou Touré répond par une répression contre l'opposition. Craignant une intervention militaire de l'ancien colonisateur, le chef d'État se rapproche du camp socialiste, bénéficiant d'aides chinoises et soviétiques. Sékou Touré estime que l'Afrique a perdu beaucoup pendant la colonisation et qu'elle devrait riposter en coupant les liens avec les anciens pays coloniaux. C'est seulement en 1978 que le président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing, effectue une visite officielle, en signe de réconciliation. Tout au long de son différend avec la France, la Guinée maintient de bonnes relations avec plusieurs pays socialistes. Cependant, l'attitude de Sékou Touré envers la France n'est généralement pas bien accueillie, et certains pays africains rompent les relations diplomatiques avec la Guinée. Malgré cela, Sékou Touré gagne le soutien de nombreux groupes et dirigeants anticolonialistes et panafricains.



Le panafricanisme au Sénégal

Cheikh Anta Diop



Né le 29 décembre 1923 à Thieytou au Sénégal, Cheikh Anta est l'un des penseurs et scientifiques africains les plus influents du XXe siècle. Il a fait un parcours gigantesque, allant de la science exacte et appliquée à l'histoire, en passant par la politique et la philosophie. Scientifique et homme politique, le parcours du chercheur sénégalais est marqué par deux éléments majeurs : Le premier fut la thèse d'une Egypte ancienne profondément noire, publiée en forme de livre en 1954, sous le titre « Nations nègres et culture ». Au moment où l'impérialisme atteint son apogée, une thèse qui défend que c'est à une Egypte noire que l'occident doit sa civilisation, n'était pas la bienvenue. Ce travail acharné d'Anta suscita rapidement l'hostilité du monde scientifique occidental, notamment français. Le second fut élément majeur est la vision d'une Afrique indépendante unifiée à partir de 1945. Parallèlement à ses travaux d'égyptologie, Cheikh Anta défend l'unité africaine en forme de fédéralisme et mène une vie politique d'opposition au régime de Léopold Sédar Senghor, installé au pouvoir lors de l'indépendance du Sénégal. Décédé le 7 février 1986 à Dakar, aujourd'hui 26 ans après, Anta restent toujours une icône en terme de science, non seulement pour les sénégalais, mais pour tous les africains et afro-descendants.

Agé seulement de 25 ans, Cheikh Anta Diop ne manquait pas de carrure pour sortir des sentiers battus. Etant étudiant en plein Paris, il se permet de définir le contenu et les conditions de la renaissance africaine, dans un article publié en 1948 et intitulé "Quand pourra-t-on parler d'une renaissance africaine ?". Intégrant très tôt l'Association des étudiants africains - il devient plus tard le Secrétaire Générale, la toute première revue et maison d'édition africaine « Présence Africaine » et le « Rassemblement Démocratique Africain (RDA) », Cheikh Anta milite farouchement pour l'indépendance et l'unité africaine. Cependant, il quitta le RDA plus tard lors ce que les dirigeants de cette dernière feront une dérive en se montrant plus francophile que panafricain, contrairement aux principes de base de la création qui était l'indépendance et l'unité immédiat du continent. Pour Cheikh Anta Diop, la renaissance africaine ne pourrait être possible que par la réunification des territoires africains, partagés en colonie entre les occidentaux. Dans cette perspective, l'état fédéral devient une urgence continentale, car un tel ensemble géopolitique serait à même de sécuriser, de structurer et d'optimiser le développement du continent africain. Sur ce, il mentionne dans la préface du livre de Mahtar Diouf, Intégration économique, perspectives africaines, publié en 1984 :

"Il faut faire basculer définitivement l'Afrique Noire sur la pente de son destin fédéral [...] seul un État fédéral continental ou sub-continental offre un espace politique et économique, en sécurité, suffisamment stabilisé pour qu'une formule rationnelle de développement économique de nos pays aux potentialités diverses puisse être mise en œuvre."

Politiquement engagé en faveur de l'indépendance des pays africains et de la constitution d'un État fédéral au niveau continental, Diop contribue à la politisation de nombreux intellectuels africains en France. Poursuivant la lutte sur un plan plus culturel, il participe aux différents congrès des artistes et écrivains noirs et, en 1960, il publie ce qui va devenir sa plate-forme politique : Les fondements économiques et culturels d'un futur État fédéral en Afrique noire. »

Sur cet œuvre, Prof. Anta mentionne quatorze propositions d'actions concrètes allant du domaine de l'éducation à celui de l'industrialisation en passant par l'économie et la politique. Entre autres, il relève une double nécessité vitale. Premièrement, la nécessité de définir une politique de recherche scientifique efficiente. Sur ce, Anta Diop pense que l'Afrique doit opter pour une politique de développement scientifique et intellectuel et y mettre le prix ; sa vulnérabilité excessive des cinq derniers siècles est la conséquence d'une déficience technique. Aussi, le développement intellectuel est le moyen le plus sûr de faire cesser le chantage, les brimades, les humiliations. Il est évident pour lui que l'Afrique peut redevenir un centre d'initiatives et de décisions scientifiques, au lieu de croire qu'elle est condamnée à rester l'appendice, le champ d'expansion économique des pays développés. Deuxièmement, la nécessité de définir une doctrine énergétique africaine et d'industrialisation véritable. A cet effet, Anta propose un schéma de développement énergétique continental qui tienne compte à la fois des sources d'énergie renouvelables et non renouvelables, de l'écologie et des progrès techniques des prochaines décennies. Pour lui, l'Afrique Noire devra trouver une formule de pluralisme énergétique associant harmonieusement tous les sources d'énergies.

Politiquement active sur le plan national, Diop sera l'un des principaux instigateurs de la démocratisation du débat politique au Sénégal, où il animera l'opposition institutionnelle au régime de Léopold Sédar Senghor, à travers la création de partis politiques (le FNS en 1961, le RND en 1976), d'un journal d'opposition (Siggi, renommé par la suite Taxaw) et d'un syndicat de paysans. Sa confrontation, au Sénégal, avec le chantre de la négritude serait l'un des épisodes intellectuels et politiques les plus marquants de l'histoire contemporaine de l'Afrique noire.

Mamadou Dia



Mamadou Dia, né le 18 juillet 1910 à Khombole au Sénégal, mort le 25 janvier 2009 à Dakar¹ est un homme politique sénégalais qui fut le Président du Conseil du Sénégal de 1957 à 1962. Le 8 décembre 1962, le Président du Conseil, Mamadou Dia, prononce un discours sur « les politiques de développement et les diverses voies africaines du socialisme » à Dakar ; il prône le « rejet révolutionnaire des anciennes structures » et une « mutation totale qui substitue à la société coloniale et à l'économie de traite une société libre et une économie de développement » et revendique une sortie planifiée de l'économie arachidière⁴. Cette déclaration, à caractère souverainiste, heurte les intérêts français et inquiète les puissants marabouts qui interviennent dans le marché de l'arachide.



Ousmane Sonko



A l'heure où tout espoir semblait être perdu du fait des échecs et trahisons répétés de nos dirigeants africains, le candidat Ousmane Sonko semble porter l'un des derniers espoirs de voir le Sénégal et l'Afrique sortir de l'étau de cette domination qui nous plonge et continuera de nous plonger dans le sous-développement. Entre le FCFA, les Accords de partenariats économiques, les contrats de concession des marchés publics, les outils d'exploitations sont nombreux et variés. Cela, le leader de Pastef l'a très vite compris, lui qui a passé quinze années de sa vie dans la fonction publique. Il connaît mieux que quiconque les rouages et le fonctionnement de l'Etat. Il n'a pu rester neutre et s'empêcher de s'ériger contre ce système dirigé par cette oligarchie sans foi ni loi qu'il qualifiera lui-même de « corrompue » et « vendue aux intérêts étrangers ».

Cette position courageuse qui lui vaudra une radiation de la fonction publique n'est pas sans rappeler l'histoire du capitaine Thomas Sankara qui lui aussi a été limogé de son poste de premier ministre du Burkina Faso. Il a osé s'attaquer au système et à l'impérialisme, et lorsqu'on prône l'estime de soi, l'amour de son peuple et sa libération, on devient un homme à abattre

Il faut aussi dire que les enjeux sont énormes. Tel un prédateur qui protège sa proie, les puissances étrangères n'ont pas intérêt à ce que des hommes comme Ousmane Sonko prennent le pouvoir et libèrent leur peuple. Avec tout le potentiel humain et matériel que nous possédons, le Sénégal pourrait avec un dirigeant honnête et dévoué atteindre en moins d'une décennie un niveau de développement tel que l'ensemble du continent sera obligé de suivre la tendance. Ce sera mettre au pouvoir de jeunes patriotes armés de savoir et surtout déterminés à redonner à l'Afrique sa souveraineté et sa vraie indépendance. S'il faut un début à tout, ce début se nomme Ousmane Sonko.



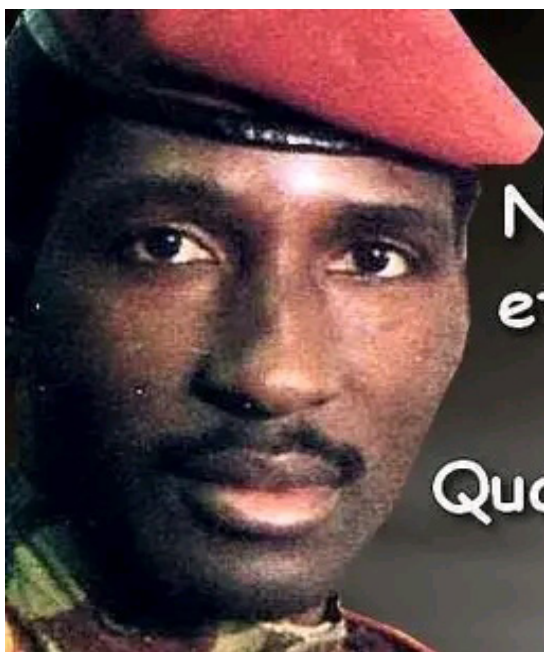
*Thomas
Sankara*

ON PEUT
TUER
UN HOMME
MAIS PAS DES
/
IDÉES.

Thomas Sankara

Thomas Sankara, né le 21 décembre 1949 à Yako (Haute-Volta) et mort assassiné le 15 octobre 1987 à Ouagadougou (Burkina Faso), est un homme d'État anti-impérialiste, révolutionnaire, communiste, écologiste, féministe, panafricaniste et tiers-mondiste voltaïque, puis burkinabèNote 2, chef de l'État de la république de Haute-Volta, rebaptisée Burkina Faso, de 1983 à 1987.

Il est le président du pays durant la période de la première révolution burkinabè du 4 août 1983 au 15 octobre 1987, qu'il finit par totalement incarner. Durant ces quatre années, il mène à marche forcée, y compris en réprimant certains syndicats et partis d'opposition, une politique d'émancipation nationale, de développement du pays, de protection de l'environnement, de lutte contre la corruption ou encore de libération des femmes. Il parvient à éradiquer la faim dans le pays, ce qui est salué par les instances internationales. Il a voulu également le changement du nom de la Haute-Volta issu de la colonisation en un nom issu de la tradition africaine : Burkina Faso, qui est un mélange de moré et de dioula et signifie « pays [ou « patrie »] des hommes intègres / honnêtes ». Notre révolution n'aura de valeur que si, en regardant derrière nous, en regardant à nos côtés Net en regardant devant nous, nous pouvons dire que les Burkinabés sont, grâce à elle, un peu plus heureux. Parce qu'ils ont de l'eau saine à boire, parce qu'ils ont une alimentation abondante, suffisante, parce qu'ils ont une santé resplendissante, parce qu'ils ont l'éducation, parce qu'ils ont des logements décents, parce qu'ils sont mieux vêtus, parce qu'ils ont droit aux loisirs ; parce qu'ils ont l'occasion de jouir de plus de liberté, de plus de démocratie, de plus de dignité. (...) La révolution, c'est le bonheur. Sans le bonheur, nous ne pouvons pas parler de succès (2). » C'est ainsi que Thomas Sankara, président du Burkina Faso, définissait le sens de son action



Nous avons en nous la force
et la capacité de combattre
l'impérialisme.
Quand le peuple se met debout,
l'impérialisme tremble.

